

Comment l'exploitation minière en Côte d'Ivoire peut-elle mieux bénéficier aux communautés locales sans exacerber les conflits ?

Jeremy Allouche et Janet Adama Mohammed

La Côte d'Ivoire connaît actuellement un boom minier. La contribution du secteur minier à l'économie du pays est amenée à croître rapidement. Ainsi, le secteur minier pourrait permettre de financer une partie des projets de développement du gouvernement au cours des années à venir. Toutefois, la Côte d'Ivoire continue de faire face à des difficultés sur le plan politique et en matière de sécurité, comme en témoignent les mutineries de 2017. De fait, s'il était mal géré, ce boom pourrait exacerber les revendications sociales et politiques. La faiblesse de la gouvernance et le sentiment que les bénéfices dérivés de l'exploitation minière ne sont pas répartis équitablement ont ainsi donné lieu à des émeutes au sein des communautés minières. L'atténuation des tensions potentielles liées à l'impact et aux bénéfices de l'exploitation minière mérite toute l'attention des pouvoirs publics, aussi bien à l'échelle locale que nationale, afin d'éviter que des épisodes de conflits violents ne se reproduisent.

La mine aurifère d'Ity, située dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, était au cœur du projet [Large development investment and local peace-building in rural Africa: building and sustaining peace at the margins](#).

En production depuis 1991, Ity est la plus ancienne mine d'or de Côte d'Ivoire. Avant l'exploitation de la mine, l'agriculture constituait le principal moyen de subsistance de la population locale. La mine d'Ity, qui est située près des frontières avec la Guinée et le Libéria, attire de la main-d'œuvre en provenance de ces pays, et même du Ghana. Surnommée le « Far Ouest » en raison des violences qui y ont sévi entre 2000 et 2010, la région a été, durant cette période, sous le contrôle de différents chefs de guerre du Libéria et du Sierra Leone, puis administrée par un sous-préfet militaire sous Laurent Gbagbo, alors président de la Côte d'Ivoire. Ces années de violence ont eu un impact économique important dans la région et amenuisé les perspectives économiques de ses habitants.

Création et mise en œuvre d'un système de gouvernance de l'exploitation minière

Avant l'apparition du Code minier ivoirien de 2014 et de la mise en œuvre de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) en Côte d'Ivoire, la gouvernance du secteur était assurée par l'État et les sociétés régissant les opérations minières. Les relations



▲ Utilisation de la batée par un chercheur d'or en Côte d'Ivoire.
PHOTOGRAPHIE : ZOUHOU BI GOULIZAN RAOUL

entre les sociétés minières et les membres des communautés minières locales avaient un caractère informel. Le nouveau Code minier a formalisé ces relations par le biais de la création du Comité de développement local minier (CDLM).

En dépit des efforts visant à prendre en compte les différents intérêts impliqués et à gérer les tensions suscitées, le Code minier de 2014 n'est pas parvenu à définir un cadre réglementaire solide garant d'un suivi et d'un contrôle efficace du secteur minier. À l'heure

Quel est le rôle du CDLM ?

Le CDLM, tel qu'il est décrit dans le Code minier de 2014, est l'organe responsable de la gestion des fonds de développement et de la définition des projets annuels de développement. La société minière consulte le CDLM lors de l'élaboration du plan annuel de développement. À l'époque des travaux de recherche, le CDLM de la mine d'Ity ne fonctionnait pas encore en raison d'un litige ayant trait à la composition dudit Comité. Les parties prenantes ont en effet chacune, leur vision de la composition, du rôle et des pouvoirs du CDLM, ce qui donne souvent lieu à des tensions.

Par exemple, certains estimaient que la présence de représentants politiques au sein du CDLM était nécessaire afin de défendre leurs intérêts politiques, tandis que d'autres souhaitaient que le chef de canton fasse partie du CDLM aux côtés des chefs de village. Cette situation a abouti à un conflit d'intérêts parmi les parties prenantes, et continue de bloquer le fonctionnement du CDLM, dont le but est de garantir une gouvernance efficace, transparente et responsable des bénéfices liés à l'exploitation minière pour les communautés.

actuelle, le gouvernement ne veille pas à la promotion des bonnes pratiques en matière de responsabilité sociale auprès des sociétés minières et des chercheurs d'or artisanaux et n'assure aucun contrôle en la matière.¹ Or, l'insuffisance de contrôle politique concernant la conduite des sociétés minières et des mineurs artisanaux ne peut que favoriser l'adoption de mauvaises pratiques, lesquelles risquent de créer d'importants dégâts pour l'environnement et d'entraîner des problèmes de santé parmi les populations locales. De nombreux agriculteurs locaux ont été forcés de céder leur terre à des mineurs artisanaux, perdant ainsi leur capacité de contribuer à la sécurité alimentaire. Il découle de tous ces facteurs que la capacité du secteur minier à améliorer de manière significative les moyens de subsistance des personnes au sein des communautés minières, et plus généralement à contribuer au développement national, s'est trouvée limitée.

Le gouvernement a cherché à contrôler l'exploitation aurifère artisanale par le biais d'un programme triennal de rationalisation de l'orpaillage. Toutefois, celui-ci n'a eu qu'un impact limité, car les populations ne sont visiblement pas familières des procédures d'obtention des permis d'exploitation aurifère.

À qui les revenus profitent-ils ?

À ce jour, l'État ivoirien n'a pas défini de cadre général indiquant clairement la manière dont les investissements dans le secteur minier et les revenus issus de ce secteur contribueront au programme national de développement, bien qu'il l'ait fait pour d'autres secteurs tels que l'agriculture et le développement rural par le biais de la culture du cacao. Les ministères concernés n'ont pas coordonné leurs efforts dans le secteur minier, perdant ainsi des opportunités d'avancées possibles en matière de développement tout en laissant s'installer des conditions propices à la survenue de conflits. Actuellement, les fonds négociés par le biais des contrats de location vont directement au Trésor public.

Les membres des communautés riveraines de la mine d'Ity estiment qu'ils ne profitent pas des bénéfices liés à l'exploitation minière. Ils considèrent qu'à l'échelle locale, les effets négatifs de l'exploitation minière dépassent ces bénéfices potentiels. Selon une enquête conduite dans le cadre du projet de recherche, sur les 154 ménages des huit communautés minières riveraines de la mine de la région du Tonkpi, 53 % ont révélé que leur pouvoir d'achat était inférieur à 50 000 francs CFA (91 dollars) par mois, soit au-dessous du revenu mensuel national moyen par ménage, qui s'élève à environ 287 dollars (PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat). Les personnes interrogées ont également indiqué que la sécurité alimentaire locale s'était détériorée au fil du temps en raison du nombre croissant de terres cédées par les agriculteurs aux fins de l'exploitation aurifère.

L'impact de l'exploitation minière sur les femmes et les jeunes

Les moyens de subsistance et les droits des personnes appartenant aux huit communautés minières vivant autour de la mine d'or d'Ity ont été affectés par les différentes formes d'exploitation minière, aussi bien industrielles qu'artisanales. L'exploitation minière a engendré de nouveaux défis qui touchent directement les femmes et les jeunes, notamment la perte de terres vendues aux fins de concessions. Ce phénomène les a éloignés de l'agriculture et a entraîné une insécurité alimentaire au niveau de certaines familles.

Du fait de l'afflux de main-d'œuvre en provenance de pays voisins comme le Ghana, la Guinée, le Mali et le Burkina Faso, de nombreuses personnes ont vu leurs activités évoluer. Certains jeunes et femmes ont dû recourir à des formes de travail illicites comme la prostitution et l'exploitation aurifère artisanale, car leurs sources traditionnelles de revenus (l'agriculture) ont disparu à cause

En fin de compte, à qui la responsabilité du secteur minier incombe-t-elle ?

Depuis la nationalisation de la Société des Mines d'Ity (SMI), consacrée à l'exploitation aurifère, les participations de l'État dans la mine d'Ity ont évolué. Un plus grand nombre de parts de l'État ont été cédées, ce qui signifie que la mine fonctionne à présent comme une entreprise privée à but lucratif. En mai 2017, le Conseil des Ministres ivoirien a adopté un décret autorisant la vente d'environ 25 % des parts de l'État dans la mine d'or d'Ity. Face à ces privatisations, des problèmes concernant l'exploitation minière sont portés de temps à autre à l'attention du Conseil des Ministres, mais il s'agit de problèmes ad hoc et procéduriers qui ne laissent pas place à des débats, analyses et décisions véritables.

¹ L'exploitation minière artisanale désigne des activités minières informelles effectuées par des individus, des groupes ou des communautés au moyen d'outils de niveau technologique faible ou d'un minimum d'équipements.

de l'apparition de nouveaux sites miniers, ou sont devenues moins compétitives et moins économiquement viables par rapport à d'autres activités. Ce phénomène a également causé l'éloignement des jeunes de leur communauté, dont plusieurs ont abandonné l'école.

Les relations entre les hommes et les femmes et les rôles dévolus à chacun au sein des familles s'en sont également trouvés affectés, compte tenu du départ des hommes pour d'autres régions afin d'y pratiquer l'exploitation minière artisanale. En conséquence, de nombreuses familles sont à présent gérées par des femmes. En dépit de la pression accrue que ces transformations font peser sur leurs épaules, les femmes des communautés minières ne sont consultées que très ponctuellement et le CDLM se montre peu enclin à traiter leurs problèmes avec promptitude.

Le versement d'indemnités et de redevances aux hommes, aux chefs traditionnels, aux autorités locales et à certains animateurs de groupes de jeunes « pour le compte » des familles et des communautés empêche les femmes d'accéder aux bénéfices financiers liés à l'exploitation minière et de les contrôler. La Société des Mines d'Ity a affirmé travailler actuellement à son propre programme d'inclusion des femmes dans ses travaux sur les relations communautaires et à consulter les femmes des communautés minières d'Ity afin de définir leurs priorités.

Bien que la SMI ait précédemment donné la priorité au recrutement de jeunes en raison du fort taux de chômage dans cette catégorie de la population ivoirienne, la société minière considère que les jeunes de la région ne disposaient pas des compétences techniques requises, obligeant la SMI à recruter en dehors de la région. Les tensions récurrentes qui en ont résulté ont débouché sur des émeutes de la jeunesse contre la SMI.

Mesures recommandées

1 Renforcer la coordination interministérielle

L'ouverture de la mine d'or d'Ity a été accordée avant qu'une réglementation environnementale acceptable et plus avancée n'entre en vigueur. Une coordination interministérielle instaurée dès le début aurait permis de veiller à ce que l'exploitation de la mine soit conforme à la réglementation mondiale et aux lois environnementales de Côte d'Ivoire. Aussi, il est nécessaire d'établir une coordination à tous les niveaux et entre tous les secteurs afin de s'assurer que les aspects clés ne soient pas négligés et que les répercussions négatives sur la communauté locale et l'environnement sont réduites au minimum.

- Une coordination entre le ministère de l'Environnement, le ministère des Mines et le ministère de l'Agriculture et du Développement rural permettrait de garantir que les entités minières telles que la Société des Mines d'Ity et les mineurs artisanaux se conforment aux réglementations nationales et internationales et œuvrent en faveur d'une réduction des risques liés à l'exploitation minière qui pèsent sur la productivité et la sécurité alimentaires des communautés minières.
- Répondre aux défis posés par la migration transfrontalière et les activités minières illégales, notamment l'arrivée d'orpailleurs artisanaux ou semi-industriels, seuls ou en groupes, de pays voisins tels que le Ghana, la Guinée et le Libéria pour trouver du travail, nécessite également une collaboration et une coordination renforcées. Ainsi, la

coordination entre les ministères des Affaires Etrangères, de l'Environnement, des Mines et de l'Intérieur pourrait permettre de tisser des liens bilatéraux ou régionaux à même de répondre à ces défis.

- Le manque de coordination va de pair avec l'absence de mesures de contrôle clairement définies à l'échelle locale visant à garantir que les sociétés minières et les mineurs artisanaux se conforment aux réglementations. Un contrôle ministériel régulier permettrait d'apaiser les tensions nées des problèmes de gouvernance grâce au dialogue. Une meilleure compréhension du mode de gouvernance fondée sur davantage de clarté et une meilleure diffusion des informations est en effet susceptible de remettre en cause et de transformer les perceptions.
- Étant donné qu'il n'existe aucune coordination entre les bureaux décentralisés de certains ministères, il convient de mettre en œuvre des programmes régionaux de développement afin de veiller à ce que les mesures prises par les décideurs prennent en compte les priorités et les préoccupations des membres des communautés minières.

2 Promouvoir une stratégie de développement locale répondant aux problèmes sociaux, notamment en vue de garantir l'inclusion des femmes dans la prise de décision relativement à la mise en œuvre du Code minier de 2014

Il est nécessaire que les ministères travaillent de concert en vue de mettre au point une stratégie permettant aux pouvoirs publics de mieux soutenir les membres des communautés minières locales, notamment ceux dont les moyens de subsistance ont été affectés par l'activité minière. Il s'agit ainsi de venir en aide aux personnes qui ont dû céder leurs terres, ou encore à celles dont l'activité était fondée sur les ressources agricoles ou halieutiques. Une telle stratégie doit être mise en place conjointement par les ministères, qui doivent veiller à faire participer les femmes à la prise de décision.

- Il conviendrait que le ministère des Mines, en collaboration avec d'autres ministères, procède régulièrement à l'évaluation des incidences sur la société et sur l'égalité des sexes, afin d'identifier non seulement les difficultés auxquelles les femmes et les jeunes des communautés minières sont confrontés, mais aussi travailler sur les opportunités de transformer les moyens de subsistance de ces populations. Une telle transformation ne saurait être efficace sans un renforcement des capacités des



▲ Dégradations de l'environnement causées par l'exploitation minière à ciel ouvert dans l'ouest de la Côte d'Ivoire.

PHOTOGRAPHIE : ZOUHOU BI GOULIZAN RAOUL

femmes et des jeunes, afin qu'ils aient voix au chapitre et puissent intervenir auprès du CDLM et des autorités locales dans la définition des priorités du fonds annuel de développement.

- Le ministère de la Femme, de la Protection de l'Enfant et de la Solidarité, en collaboration avec le ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, devrait suivre l'ensemble des contributions des sociétés minières en matière de promotion des droits de l'homme, de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Il convient de mettre en place une stratégie commune incorporant certains éléments clés des droits de l'homme et de l'égalité des droits entre les sexes, et d'œuvrer continuellement à l'évaluation de l'incidence de l'exploitation minière sur les droits de l'homme, à l'intégration de l'égalité des droits entre les sexes tout au long du déroulement des projets des sociétés, et au suivi des avancées en la matière.

3 Renforcer la gouvernance du secteur minier à l'échelon local

Renforcer le rôle du CDLM en vue de permettre une communication efficace entre les autorités et la population locale contribuera à favoriser le contrat social entre le gouvernement et ses citoyens. Le secteur minier, qui s'en trouvera ainsi renforcé, sera source d'avantages économiques et sociaux tant nationaux que locaux.

- Il importe que les dirigeants du CDLM aient conscience des dispositions du Code minier de 2014 et des réglementations qui régissent le secteur, et qu'ils les

diffusent auprès de la population locale. Les communautés minières seront ainsi en mesure de contribuer au suivi des performances des sociétés minières et des orpailleurs artisanaux. En plus de leur compréhension limitée des principes essentiels du Code minier de 2014, les populations locales ne connaissent en effet toujours pas la composition et le rôle du CDLM.

- Si le Code minier de 2014 établit l'existence d'un CDLM, les parties prenantes ne partagent pas la même vision quant à la composition et à la fonction de ce dernier. Le rôle du CDLM doit faire l'objet d'une réflexion de la part du gouvernement. Le CDLM doit être en mesure d'accomplir son rôle de gouvernance afin de s'assurer que les intérêts et les revendications des communautés minières fassent l'objet d'une prise de décision efficace.
- Le manque de moyens de communication entre les nombreuses parties prenantes est à l'origine d'une culture de la rumeur qui influence les perceptions locales. Si ce problème n'est pas résolu à l'aide d'un meilleur partage des informations appropriées, il pourrait générer des tensions, voire des conflits. Sans moyen de communication, les obligations qui incombent au gouvernement à l'égard de ses citoyens ne peuvent être remplies efficacement. Il est donc nécessaire d'établir un dialogue entre les différentes parties prenantes (entre le gouvernement et la société minière, actuellement la SMI, et entre les communautés et la SMI), afin de veiller à la compréhension de ce que les évolutions impliquent, et l'identifications et la résolution des tensions.

Lectures complémentaires

La présente note de politique à l'intention des décideurs s'appuie sur les publications suivantes :

Allouche, J. et Padonou, O., « Côte d'Ivoire: The Mutiny May Be Over, But the Army's Problems are Not, African Arguments » African Arguments, 2017. Disponible (en anglais) à l'adresse suivante : africanarguments.org/2017/05/17/cote-divoire-the-mutiny-may-be-over-but-the-armys-problems-are-not/ (dernier accès le 8 août 2017)

Initiative pour la transparence dans les industries extractives, Ordre Interministériel No. 37 MEF/EPROM du 17 février 2012



La note de politique d'IDS à l'intention des décideurs a été rédigée par **Jeremy Allouche**, de l'IDS, et **Janet Adama Mohammed**, de Conciliation Resources. **Vivienne Benson** en a assuré la révision. Le soutien du Conseil de recherche économique et sociale (ESRC) et du département du Développement international (DFID) du Royaume-Uni, par le biais du projet intitulé Large development investment and local peace-building in rural Africa: building and sustaining peace at the margins project est vivement apprécié. Les auteurs tiennent aussi à remercier toute l'équipe du projet, **Adou Djané Dit Fatogoma**, **Bley Hyacinthe**, **Franck Sohau** et **Patrick Zadi Zadi**.

Les opinions exprimées sont celles des auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement celles de l'IDS, de l'ESRC ou du DFID. Les lecteurs sont encouragés à citer et à reproduire la présente publication à condition d'en citer la source selon le modèle ci-dessus, conformément aux exigences d'IDS et de Conciliation Resources.

© Institute of Development Studies 2017



Le présent rapport est en accès libre. Il est distribué conformément aux termes de la licence Attribution 4.0 International, laquelle en permet une utilisation, une distribution et une reproduction illimitées sur tout support, à condition que les auteurs et la source de l'original soient cités. <http://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>.

IDS est une société caritative limitée par garantie et immatriculée en Angleterre (n° 877338).

Institute of Development Studies, Brighton BN1 9RE UK

T +44 (0) 1273 606261 E ids@ids.ac.uk W www.ids.ac.uk W <http://interactions.ids.ac.uk/> twitter.com/IDS_UK facebook.com/idsuk